Réseau-Femmes
Colombie-Britannique

STRATÉGIES D'INTERVENTIONS DANS LES DOMAINES TOUCHANT LA PAUVRETÉ ET LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Rapport final

Rédigé par Martine Perrin
et Marie Dussault

Présenté à Patrimoine canadien
Le 20 avril 2001

I – LES ENJEUX

Les femmes francophones de la Colombie-Britannique subissent une double discrimination : d'abord, celle basée sur leur sexe et ensuite, celle basée sur leur appartenance à un groupe linguistique minoritaire. Réseau-Femmes Colombie-Britannique travaille depuis plusieurs années à réduire les impacts de ces inégalités qui font des femmes francophones des minoritaires invisibles. L'articulation de ce constat a été faite pour la première fois lors d'une étude sur les ressources pour les femmes francophones violentées de la région métropolitaine de Vancouver « *Que ça change!!* ». [1]

> « Ce que nous avons vu dans les services existants et dans la francophonie renforce l'urgence d'articuler cette double spécificité. L'appartenance à une communauté linguistique minoritaire et à la communauté des femmes (qui a également un statut minoritaire dans notre société) forme les deux volets de cette spécificité. Ils sont indissociables. » [2]

Comme toutes les femmes du pays, qu'importe l'appartenance culturelle ou linguistique, nous devons dénoncer et agir pour réduire les inégalités auxquelles nous faisons face. Les femmes francophones de la Colombie-Britannique se retrouvent dans une situation particulière puisque, jusqu'à tout récemment, le gouvernement provincial ne reconnaissait pas la communauté francophone. Cela se manifestait par un refus quasi systématique de financement des projets de la communauté. Réseau-Femmes Colombie-Britannique ne pouvait donc bénéficier d'aide financière du gouvernement provincial pour le développement de ses programmes et de ses services. Ce dernier remettait au fédéral l'entière responsabilité de subventionner toutes les initiatives de la francophonie, refusant de reconnaître que plusieurs sources de financement fédéral ne nous permettaient pas de financer des initiatives pour offrir des services directs.

Femmes et francophones, nous nous retrouvons donc à avoir moins de possibilités de financement que nos sœurs britanno-colombiennes de langue anglaise, il va sans dire, mais aussi que celles qui appartiennent à des communautés culturelles où elles sont identifiées comme une minorité visible. Nous sommes invisibles mais audibles.

Cette langue qui s'entend amène une autre difficulté pour les femmes francophones de la province. Dans les milieux d'intervention, dans les associations qui travaillent auprès des groupes de notre société, dans les milieux gouvernementaux et dans les milieux d'affaires, on reconnaît la légitimité d'offrir un service dans la langue d'origine d'une minorité visible. Les femmes francophones ne sont pas habituellement identifiables de façon visuelle. Elles doivent donc demander et elles sont souvent rabrouées ; en partie parce que les services n'existent pas, et en partie parce que cette demande est encore perçue comme un geste de revendication.

---

[1] Que ça change!! Les ressources pour les femmes francophones violentées de la région métropolitaine de Vancouver, Rapport du Comité consultatif sur la violence, Réseau-Femmes Colombie-Britannique, Vancouver, mai 1994.
[2] Ibid, p 48.

Dans le cadre de ce projet Réseau-Femmes Colombie-Britannique a entrepris de privilégier des stratégies d'intervention pour l'élimination de la violence faite aux femmes et de la pauvreté. Deux grands dossiers qui sont les thèmes canadiens de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 et qui sont au cœur des actions de notre association depuis ses débuts. Ce geste de solidarité avec toutes les femmes du Canada nous donne la visibilité requise pour une action efficace tout en mettant à notre disposition une foule de ressources.

II – OBJECTIFS

L'objectif principal du projet est donc de développer des stratégies d'interventions pour éliminer la violence faite aux femmes et la pauvreté. Ces stratégies se regrouperont sous deux grands axes :

1) Sensibilisation et conscientisation
2) Revendication

Ces deux axes sont inter-reliés que ce soit au niveau des individus ou des collectivités. Sans le travail de sensibilisation et de conscientisation qui permet aux femmes de réaliser que leurs problèmes ou leurs difficultés ne sont pas exclusivement d'ordre individuel et émotionnel, mais qu'au contraire ils sont en grande partie déterminés par la discrimination sociale qui leur est faite. Elles peuvent ainsi mieux saisir les causes de leur oppression pour mieux les abolir. Ce qui amène éventuellement à une action concrète sur le plan socio-politique[3].

Le processus est similaire au niveau collectif c'est-à-dire que pour parvenir à des changements dans les cultures organisationnels ou dans les politiques sociales nous devons sensibiliser les différentes composantes qui ensuite influeront sur le plan socio-politique. Il s'agit donc d'intervenir auprès des différents leaders des communautés et des personnes dans les postes décisionnels en leur présentant en quoi une situation est inéquitable, en quoi elle nuit au bien-être du groupe, de la communauté ou de la société, tout en proposant des pistes de solutions qui sont à la mesure de leur moyen.

La formulation des revendications joue un rôle important dans le processus de négociation.[4] Avec la Marche mondiale des femmes, la formulation des revendications est sans aucun doute importante, mais encore plus est le nombre de voix qui, partout à travers le monde, commanderont l'attention des gouvernements.

---

[3] L'intervention féministe, l'alternative des femmes au sexisme en thérapie ; Corbeil, C ; Pâquet-Deehy, A ; Lazure, C ; Legault, G. Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983.
[4] L'intervention communautaire ; Lamoureux, H. ; Mayer, R. ; Panet-Raymond, J., Éditions St-Martin, 1984.

II -STRATEGIES D'INTERVENTION

1) Sensibilisation

Réseau-Femmes Colombie-Britannique accorde beaucoup d'importance à cet aspect de son travail. Toutes les occasions sont bonnes et le calendrier de dates importantes pour les femmes, par exemple le 8 mars journée internationale des femmes, le 6 décembre, Journée nationale de commémoration contre la violence faite aux femmes ou la journée personne, guide plusieurs interventions. Ainsi, le projet a débuté quelques jours avant le 8 mars, journée internationale des femmes, et les femmes francophones ont participé aux activités offertes à travers la province. Et comme à chaque année, les femmes francophones se joignent aux activités organisées par leurs sœurs qui travaillent et militent dans différents organismes.

1.1 Marche mondiale des femmes 2000

Cette année, les célébrations prenaient une couleur différente puisque le 8 mars avait été choisi comme date de coup d'envoi pour les activités de la Marche mondiale des femmes qui se dérouleraient jusqu'au mois d'octobre. Ce fut aussi le lancement de la campagne internationale de signatures de cartes d'appui où nous pouvions lire le texte suivant :

> «Nous exigeons de l'ONU et des États membres des mesures concrètes pour : éliminer la pauvreté et assurer un partage équitable de la richesse mondiale entre les riches et les pauvres, les hommes et les femmes ; éliminer la violence faite aux femmes et assurer l'égalité entre les femmes et les hommes».[5]

Réseau-Femmes Colombie-Britannique a fait sien cet outil de sensibilisation et tout au long de l'année a invité toutes et tous à signer ces cartes.

Le grand travail de diffusion de l'information sur les enjeux de la marche s'est intensifié dans les mois qui suivent le 8 mars, travail qui a culminé avec une marche au parlement de Victoria le 6 mai 2000, où les revendications de Réseau-Femmes Colombie-Britannique ont été présentées.

- **La mobilisation**

Lors d'une rencontre provinciale des représentantes les 7-8 et 9 avril à Prince George, un exposé a été donné sur la Marche mondiale de l'an 2000 et sur l'activité de la marche prévue à Victoria le 6 mai. La Fédération des Femmes du Québec (FFQ) et le comité organisateur de la Marche avait mis à notre disposition les outils qu'elles ont développé pour promouvoir la Marche. Ainsi les participantes pouvaient visionner un vidéo et consulter, entres autres documents, les *Fiches thématiques* et le *Cahier des revendications mondiales*. Les participantes ont ainsi pris connaissance des différents dossiers de la marche, de son ampleur, et elles ont réfléchi sur les actions à entreprendre auprès de leurs groupes respectifs. Un travail de préparation a été

[5] Texte de la carte d'appui pour la Marche mondiale des femmes de l'an 2000

entrepris avec elles pour la formulation de revendications propres aux femmes francophones de la Colombie-Britannique. De plus, elles seraient appelées à encourager les femmes de leur région respective à participer à la marche qui aura lieu à Victoria.

L'édition du printemps 2000 du bulletin de Réseau-Femmes, Nouv'Elles, invitaient les femmes à Victoria pour notre AGA et aussi pour participer à la Marche[6].

Des affiches annonçant la Marche du 6 mai 2001, ont été placées dans plusieurs associations et centres. Un dépliant a été préparé pour promouvoir la marche et distribué aux représentantes et un peu partout là où se rendaient celles-ci et la coordonnatrice du projet.[7]

Les groupes non-francophones et des communautés culturelles furent aussi interpellées. La Marche mondiale des femmes de l'an 2000 s'inscrit dans un grand mouvement de solidarité pour le changement social et il était essentiel pour Réseau-Femmes de faire preuve de leadership lors d'une activité provinciale. Le travail de sensibilisation des autres groupes de femmes aux préoccupations des femmes francophones est ainsi entamé.

Invité.e.s à la Marche de Victoria :

- Le Premier ministre de la province ainsi que tous les ministres provinciaux et le leader de l'opposition ont été invités à participer. Au gouvernement fédéral, des invitations ont été envoyées à Mme Hedy Fry, Secrétaire d'État Situation de la femme, à Mme Sheila Copps, Ministre de Patrimoine canadien. Une invitation a aussi été envoyée à Mme Dyane Adam, Commissaire aux Langues Officielles.

- Les groupes de femmes
  - 47 groupes de femmes non-francophones qui travaillent avec la BC Labour Fédération pour la planification des activités de la Marche mondiale des femmes en Colombie-Britannique ;
  - 19 groupes de femmes francophones inscrites au Comité mondial de la Marche
  - 39 groupes de femmes de Victoria et des environs ;
  - 30 autres organismes de femmes dont la FNFC, le RNAÉF dont nous sommes membres.

- Tous les organismes francophones de la province

  Et une collaboration plus étroite avec :
  - Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique qui a fait l'annonce dans ses écoles ;
  - Société francophone de Victoria ;
  - Alliance française qui a fait un envoi de 2000 invitations.

- Autres regroupements invités
  - 26 centres communautaires ;

[6] En annexe
[7] Matériel promotionnel en annexe

- 20 centres de counselling ;
- 15 centres de santé.

La présence de Réseau-Femmes Colombie-Britannique et sa prise de position pour l'élimination de la violence faite aux femmes et de la pauvreté contribuent à sensibiliser différents groupes sur la présence de femmes francophones dans la province et à l'importance qu'elles accordent aux revendications des femmes canadiennes. Ce leadership et cet enthousiasme ne sont pas passé inaperçu et plusieurs regroupements non-francophones nous ont donné un appui inestimable.

❖ Déroulement de la Marche de Victoria

La Marche à Victoria se tenait dans le cadre de l'Assemblée générale de Réseau-Femmes Colombie-Britannique, qui, incidemment, fêtait son 10e anniversaire de fondation.

Des activités étaient prévues à l'horaire pour préparer les participantes à la Marche. Les représentantes avaient déjà reçu de l'information lors de la rencontre à Prince George le mois précédent et certaines avaient déjà fait un travail préparatoire auprès des membres. Des sessions d'élaboration de revendications ont été faites à Kelowna, Nanaimo, Richmond et Victoria

Trousse

Les participantes reçurent une trousse avec l'information suivante :

- la synthèse des revendications mondiales pour éliminer la pauvreté et la violence faites aux femmes ;
- la carte d'appui aux revendications ;
- le guide d'accompagnement de la carte d'appui ;
- le texte *Un monde à refaire* ;
- le manifeste du comité canadien d'action sur le statut de la femme.

Atelier «Que veut dire la Marche pour moi»

Le vendredi soir les participantes partageaient ce que veut dire la Marche pour elles. La participation a été excellente. Toutes et chacune étaient conscientes du besoin de changement, du besoin de se faire entendre, de faire reconnaître ses droits et de se regrouper pour sortir de l'isolement. Cet exercice a été un excellent brise-glace pour l'atelier suivant qui a eu lieu le même soir, l'atelier des pancartes.

Atelier «Pancartes»

Cet atelier a eu lieu la veille de la marche et il se voulait sous le signe de la gaieté, de l'échange et de la créativité. Les quarante femmes présentes disposaient de peinture, de feutre, de grands cartons, de corde, etc., pour réaliser les pancartes sur lesquels apparaissaient des slogans. Ces pancartes seraient utilisées le lendemain pour la Marche.

Atelier «Revendications»

Chaque groupe de RFCB avait pu s'informer sur les diverses revendications des femmes de partout à travers le monde avant de se rendre à Victoria. Les femmes s'étaient réunies dans leur région respective pour échanger et réfléchir sur ces

revendications et à partir de cela elles ont élaboré une liste de revendications qu'elles-mêmes aimeraient déposer au parlement de Victoria. Ces listes avaient été envoyées à la coordonnatrice du projet.
Toutes ces revendications ont été présentées et rediscutées en atelier, le 6 mai, pour établir une liste commune de revendications. Cette liste a été organisée selon les deux grands thèmes de la marche, l'élimination de la pauvreté et de la violence faite aux femmes. Toutes les femmes sont parties à la marche avec cette liste.[8]

La marche
Cinquante femmes francophones sont parties à pied de l'hôtel à 13 h pour rejoindre leurs sœurs non-francophones au Centennial Square. Environ cent cinquante femmes étaient là, ballons, bannières et pancartes à la main, prêtes à défiler. Un podium avait été installé, une l'initiative des groupes non-francophones, et les discours ont été nombreux. Avant notre départ vers le Parlement, les femmes non-francophones ont invité notre présidente à prendre la parole. Après un mot de remerciement pour ce grand geste d'appui d'un si grand nombre de femmes présentes, une lecture a été faite de nos revendications. A la fin de chacune des revendications, les femmes criaient en cœur «marchons» et ce fut un moment émouvant.

A notre arrivée au Parlement, une femme autochone habillée en costume traditionnel nous attendait pour nous rappeler ses origines sur ce territoire et pour dénoncer la violence faite aux femmes. Ensuite, les femmes ont formé des cercles lisant en français et en anglais des passages du texte *Un monde à refaire* du Comité de la marche mondiale. Plusieurs ont ensuite exprimé spontanément leurs pensées sur la condition des femmes, et ce, dans leur langue maternelle. Un moment fort de solidarité et de respect.

- **Couverture médiatique**

Les médias ont été utilisés autant pour la mobilisation que pour la sensibilisation. Ainsi la Marche à Victoria a été annoncée à la radio et à la télévision de Radio-Canada et dans l'Express du Pacifique et La Source. L'événement a été couvert autant au niveau provincial qu'au niveau national.

Réseau-Femmes Colombie-Britannique a participé à plusieurs entrevues à la télévision de Radio-Canada : une entrevue avec la directrice générale avant la marche et deux autres après la marche, dont une diffusée au national. La coordonnatrice des activités de la Marche de Victoria a été interviewée à Victoria pendant la Marche.

La radio de Radio-Canada a elle aussi bien couvert l'événement et des entrevues ont eu lieu dans le cadre de toutes les émissions régionales. Au minimum Réseau-Femmes a participé à 4 émissions radiophoniques sur les sujets touchant la marche.

L'Express du Pacifique a donné la Une à la Marche pour son numéro du 29 avril 2000. Les journaux de Victoria ont couvert l'évènement.

[8] Voir en annexe

De plus, la directrice générale de Réseau-Femmes Colombie-Britannique a fait une présentation au RNAÉF dans le cadre d'atelier de sensibilisation à la Marche ainsi qu'une présentation à la FNFCF.
Finalement, Réseau-Femmes a publié un numéro spécial pour la Marche de Victoria.[9] Ce NouvElles est maintenant utilisé comme document d'appui auprès des ministres lorsque nous les rencontrons pour faire suite à l'envoi de nos revendications

1.2 Adaptation de feuillets pour la Marche mondiale des femmes

Nous avons procédé à l'adaptation d'une trousse de 10 feuillets[10] conçus par la Table féministe de concertation provinciale de l'Ontario qui portent sur les thèmes de la Marche. La moitié des feuillets porte sur l'élimination de la pauvreté et l'autre moitié sur l'élimination de la violence faite aux femmes. Ainsi les titres sont les suivants :

1. L'État engendre la pauvreté
2. La mondialisation des marchés : la pauvreté sans frontière
3. La sécurité sociale : un filet troué
4. La recherche d'emploi : les obstacles
5. La maternité
6. Lesbiennes, bisexuelles, transgenres et citoyennes
7. Violence conjugale
8. Violence sexuelle
9. Violence contre les femmes par l'État
10. Garde légale : la réforme de la loi sur le divorce

Pour rendre les feuillets accessibles à toutes les femmes de la province le langage a été simplifié ; en effet nous n'avons pas le même bassin de lectrices potentielles qu'en Ontario ce qui impose un texte moins dense que dans les documents originaux. Pour les rendre plus près de notre réalité nous avons inclus des statistiques ou des situations qui reflètent ce qui se passe en Colombie-Britannique.

L'adaptation s'est faite grâce au travail de plusieurs femmes qui ont d'abord réagi aux feuillets originaux et ensuite, ont fait l'examen de la dernière phase d'adaptation. L'échange que cela a suscité a permis à certaines de pousser plus loin leur réflexion et à d'autres de réfléchir sur les positions féministes sur ces sujets.

1.3 Liste de discussion

Au mois de juin 2000, nous lancions notre liste de discussion. Les femmes qui avaient participé à la rencontre de Prince George en avril, avaient toutes exprimées le désir d'être plus en contact. C'est là qu'est venue l'idée d'utiliser Internet. Au départ, elles semblaient vouloir utiliser la formule de clavardage pour communiquer en temps réel. Une recherche dans les différents services de messagerie nous a permis de trouver un endroit d'où nous pouvions gérer une liste de discussion tout en ayant gratuitement accès à des outils comme une salle de clavardage, un calendrier, des liens, etc.

[9] Numéro spécial en annexe
[10] Trousse en annexe

La Marche mondiale des femmes a eu une couverture médiatique dans les nouveaux médias qui a donné au mouvement des femmes une nouvelle dimension. Avec la liste de discussion de Réseau-Femmes nous espérons donner aux femmes francophones de la Colombie-Britannique un nouvel espace où partager et poursuivre leurs démarches personnelle et politique. Plus les femmes s'approprient les nouvelles technologies, plus elles seront en contrôle de leur avenir. Plusieurs voient dans la venue des TIC (technologies d'information et de communication) l'émergence d'une nouvelle problématique pour les personnes qui n'y ont pas accès ou qui ne savent pas comment s'en servir. Les femmes qui ont accès à ces technologies doivent vaincre leur crainte et leur réticence et participer activement à ce qu'il leur est offert. De plus en plus de sites offrent de l'information utile, l'éducation à distance devient de plus accessible et le courrier électronique est incontournable pour le travail. Une liste de discussion comme celle de Réseau-Femmes se veut un endroit où tous les apprentissages sont permis et où les femmes peuvent expérimenter.

La promotion de cette liste est faite sur le site de Réseau-Femmes Colombie-Britannique et dans son bulletin Nouv'Elles. Une orientation sera disponible aux femmes qui en font la demande et à cette fin un outil a été développé.[11] Pour l'instant, 24 femmes sont abonnées à la liste. Réseau-Femmes compte augmenter ce nombre lors d'une tournée provinciale.

1.4 On en parle

Depuis le mois de septembre 2000, Réseau-Femmes Colombie-Britannique a entrepris un grand travail de sensibilisation sur les difficultés que rencontrent les femmes francophones violentées grâce au projet «On en parle ».[12] Ce travail de sensibilisation se fait autant auprès des différents organismes qui desservent les femmes violentées et leurs enfants dans la province qu'auprès de la communauté francophone. Un document rédigé en anglais et en français a été largement distribué soit lors de rencontres individuelles ou lors de rencontres de grand groupe.[13] Il s'agit de changer la culture organisationnelle actuelle qui nie ou ne connaît pas la communauté des femmes francophones. Nous avons confiance que cela peut conduire des changements systématiques.

Le deuxième volet du projet vise à recruter et à former des intervenantes francophones partout dans la province. Celles-ci appuieront le travail du service Inform'Elles, soit comme bénévole sur le comité anti-violence, soit comme accompagnatrice ou intervenante sur la ligne sans frais ou finalement, soit pour faire un travail de représentation ou de liaison sur ce qui touche la violence faite aux femmes.

1.5 Réseau-Femmes Colombie-Britannique marche sur la Colline

Plusieurs milliers de femmes, d'hommes et d'enfants ont marché à partir de quatre points de départ à Ottawa et Hull pour participer à la plus imposante manifestation d'appui jamais organisée sur les droits des femmes au Canada, le 15 octobre 2000.

---

[11] En annexe
[12] Communiqué pour annoncer le projet en annexe
[13] Document On en parle/Lets Talk About It en annexe

Réseau-Femmes était présent : deux des membres de son conseil se trouvaient à Ottawa dans le cadre de rencontres nationales et la Marche sur la Colline faisait partie de leurs activités.

Simultanément des membres de Réseau-Femmes ont participé aux manifestations organisées dans la province comme Le tribunal des femmes, au Native Friendship Centre de Vancouver.

Réseau-Femmes a été sollicité par les médias à ce moment, puisque les revendications et des cartes d'appui signées devaient être déposées durant cette grande période d'effervescence et de mobilisation. Notre liste de discussion a servi pour diffuser l'information qui nous provenait d'un peu partout.

1.6 Le 6 décembre

Cette journée de commémoration du massacre de la Polytechnique fait partie du calendrier d'événements importants pour Réseau-Femmes Colombie-Britannique. Cette année encore nous avons participé aux événements organisés un peu partout dans la province. Dans certaines régions Réseau-Femmes Colombie-Britannique participe activement à la planification des activités. C'est le cas en particulier des femmes francophones de Victoria et de Kelowna.

2) Revendications

La Marche mondiale des femmes est un ambitieux projet de mobilisation, d'éducation populaire et de revendication. Un projet où nous nous penchons sur *Un monde à refaire* :

> «Nous vivons dans un monde où les violences à l'égard des femmes continuent d'être une réalité universelle : violence conjugale, agressions sexuelles, mutilations sexuelles, viols systématiques en temps de guerre, voilà le lot de millions de femmes.
>
> Néolibéralisme et patriarcat se nourrissent l'un et l'autre et se renforcent mutuellement pour maintenir la très grande majorité des femmes dans une infériorisation culturelle, une dévalorisation sociale, une marginalisation économique, une «invisibilité» de leur existence et de leur travail, une marchandisation de leur corps, toutes situations qui s'apparentent à un véritable «apartheid». [14]

La revendication est au cœur même de ce grand mouvement de solidarité qu'est la Marche mondiale des femmes. Chaque pays s'est donné un slogan à sa mesure. Au Canada nous avons choisi : *Il faut que ça change*. Il est intéressant de noter que

[14] Tiré du document Un monde à refaire, Marche mondiale des femmes en l'an 2000

Réseau-Femmes Colombie-Britannique avait intitulé son rapport de recherche sur les ressources pour les femmes violentées, *Que ça change!!*.

Réseau-Femmes s'est engagé dans la revendication depuis ses débuts sachant que tout changement dans une société patriarcale se fera au prix d'une lutte constante. Sans renier l'importance du travail d'équipe, du partenariat et de la solidarité possible avec différents intervenant.e.s, Réseau-Femmes reconnaît l'importance de dire haut et fort ce qui ne va pas et ce que les femmes francophones de cette province sont en droit d'avoir pour être des citoyennes à part entière.

La préoccupation pour éliminer la pauvreté peut ne pas sembler aussi présente que celle d'éliminer la violence faite aux femmes. Il est important de souligner que nous reconnaissons que la violence a des répercussions importantes sur le bien-être économique des femmes. Comme il est noté dans la recherche *« Femmes itinérantes francophones en Colombie-Britannique* », «les femmes se retrouvent sans abri pour des raisons situationnelles, comparativement aux hommes. »[15] Parmi ces raisons se retrouvent des problèmes économiques, des problèmes de santé mentale ou des situations de violence.

Le service Inform'Elles intervient auprès de plusieurs femmes qui sont dans des conditions économiques précaires : chômage, problèmes de santé mentale, séparation, relocalisation pour fuir une situation de violence, parent à charge, etc. La pauvreté est une réalité avec laquelle nous intervenons directement tous les jours. En sensibilisant les femmes a leur pouvoir politique nous pourrons graduellement changer la situation. En travaillant avec les organismes qui défendent les droits des femmes et des enfants nous parviendrons à mettre de l'avant les préoccupations des femmes francophones de la province.

- **Impact**

De toutes les stratégies d'intervention de Réseau-Femmes Colombie-Britannique dans la dernière année, il ne fait pas de doute que la **Marche du 6 mai à Victoria** en est le point fort. La liste de revendications est éloquente. Bâtie à partir des réflexions des femmes francophones de partout à travers la province, elle se veut une liste qui parle pour plusieurs.

Ces revendications disent aux femmes qu'elles sont en droit d'attendre plus de leurs gouvernements. Le processus qui les a amenées à revendiquer fait en sorte qu'elles peuvent s'approprier ces revendications et ainsi poursuivre leur réflexion sur les inégalités dans notre société. Il y a dans cette appropriation une prise de conscience de sa place et du droit à la prendre.

Ces revendications ont été envoyées à différents ministres du gouvernement provincial et nous sommes satisfaites des retombées pour les femmes francophones de la province :

[15] Femmes itinérantes francophones en Colombie-Britannique ; vers un programme d'outreach ; Rapport final, Réseau-Femmes Colombie-Britannique, 1997.

- Réseau-Femmes Colombie-Britannique a été invité à rencontrer la ministre de Women's Equality, L'Honorable Evelyn Gillespie, qui nous a accordé une subvention de $20 000 pour le service Inform 'Elles. [16]

- Réseau-Femmes Colombie-Britannique a été invité à rencontrer deux directeurs du Ministère du Attorney General, la directrice du Victim Services Division et le directeur du Family Justice Program Division. Suite à la rencontre, il a été convenu que notre dépliant pour le service Inform'Elles serait inclus dans le prochain envoi de leur bulletin, soit près de 200. De plus, nous allons être mis sur cette liste. [17]

- Réseau-Femmes Colombie-Britannique a rencontré la ministre du Multiculturalisme et Immigration, l'Honorable Sue Hammel.[18]

- RFCB a rencontré la vice premier minitre et ministre de l'éducation, l'Honorable Joy MacPhail, par conférence téléphonique.

De plus, la liste de revendications des femmes qui ont marché à Victoria a été utilisée pour la rédaction des **Feuillets de la Marche**. Dans les feuillets portant sur la pauvreté nous avons pu intégrer pas moins de 9 des revendications de Victoria ; dans ceux sur la violence faite aux femmes sont intégrées 4 des revendications. Ces feuillets sont disponibles pour quiconque en fait la demande et ils seront distribués de façon plus systématique dans les prochains mois.

Avec le projet **«On en parle»** nous sommes à revendiquer le droit des femmes francophones violentées à obtenir des services équivalents à ceux des femmes britanno-colombiennes. En plus du matériel qui a été conçu pour distribuer aux personnes rencontrées dans le cadre du projet, nous avons créé un dépliant et une affiche qui incluent de l'information en anglais. Ainsi, nous sommes assurées que les intervenant.e.s non-francophones auront suffisamment d'information soit pour référer, soit pour s'informer eux-mêmes du service. [19]

Plus encore, nous espérons que cette visibilité va amener un changement au sein des organisations et au sein des diverses communautés de la province en reconnaissant la présence des femmes francophones. Nous savons que les barrières à la reconnaissance des francophones sont nombreuses ; notre manque de visibilité en est une.

Une autre est la crainte que nous exigions tous les mêmes services que les non-francophones. Le développement de partenariats avec les organismes non-francophones, notre participation aux tables de concertation des organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux vont nous permettre de clarifier ces fausses conceptions.

---

[16] Rapport de la rencontre en annexe
[17] Rapport de la rencontre en annexe
[18] Rapport d erencontre en annexe
[19] Dépliant et affiche service Inform'Elles

Déjà, à plus d'une reprise, notre créativité dans la livraison de services ou dans la mise sur pied de programmes a suscité l'intérêt de les utiliser comme modèle. Ainsi, notre service Inform'Elles est vu comme étant très unique ; en Colombie-Britannique on déplore le fait qu'un tel service n'existe pas au niveau provincial et, au Canada, plusieurs communautés francophones aimeraient pouvoir utiliser notre modèle. De plus, certaines de nos contributions lors de l'adaptation de matériel en français pour une association para-gouvernementale ont amené des améliorations pour les publications dans toutes les langues.

3) À venir

Dans les semaines qui viennent Réseau-Femmes entreprend une Tournée provinciale de promotion. Durant la semaine nationale de prévention de la violence faite aux femmes nous visiterons Kelowna, Vernon, Victoria. La semaine suivante nous serons à Nanaimo, à Surrey, à Vancouver et Richmond. Les régions qui n'auront pas été visité recevront l'information lors de l'AGA de Réseau-Femmes qui a lieu les 4-5 et 6 mai.

Voici les outils ou les programmes à notre disposition :

- Feuillets de la Marche : les élections provinciales sont déclenchées et les feuillets sont un excellent outil pour s'y préparer.

- Information sur le recensement du 15 mai 2001 : la campagne *«Identifiez-vous comme francophone- Ça compte pour l'avenir ! »*

- On en parle : continuité du projet avec contacts en personne dans les régions.

- Inform'Elles : promotion du service, distribution d'affiches et de dépliants dans les régions.

- La liste de discussion Réseau-FemmesCB : offrir une orientation à celles qui le demande là où sont disponibles des ordinateurs (PAC ou autre).

- Le centre de documentation de Réseau-Femmes : distribuer une liste des ressources disponibles.

Le travail de revendication politique se poursuit auprès des instances décisionnelles. Forte de l'appui que nous avons reçu de certains ministères provinciaux et surtout de l'appui de nos sœurs nous devons profiter du momentum de la Marche mondiale des femmes pour une reconnaissance.

Deux rencontres provinciales regrouperont, en avril et en mai, plusieurs intervenantes du milieu des femmes et Réseau-Femmes sera présente pour représenter les intérêts des femmes francophones mais aussi pour continuer le travail de sensibilisation du projet **«On en parle»**. La conférence d'avril s'intitule : Collectivités rurales et visions rurales et elle regroupe près de 150 personnes parmi lesquelles des intervenantes du milieu des femmes. La conférence de mai est l'AGA de la British Columbia and Yukon Society of Transition Houses.

III- En conclusion

Ce qui ressort de toutes les stratégies mises de l'avant par Réseau-Femmes Colombie-Britannique est la nécessité de travailler sous plusieurs angles à la fois tout en ayant toujours un solide contact avec sa base. Il faut bien connaître les problématiques avec lesquelles nous travaillons, réfléchir sur les actions à entreprendre et ensuite bien évaluer ces actions. L'élimination de la pauvreté et de la violence faite aux femmes nécessitent des stratégies adaptées aux changements visés. Pour des changements systémiques durables il faut une approche qui prend compte de l'inter connectivité des systèmes.

Partout où nous nous sommes rendues dans la dernière année nous avons été bien accueillies. Nos rencontres avec les représentant.e.s de nos gouvernements nous démontrent qu'une approche informée et créative nous permet de faire reconnaître nos revendications pour ce qu'elles sont : légitimes.

Réseau-Femmes Colombie-Britannique a une expertise solide et désire représenter les femmes francophones de la Colombie-Britannique là où toutes les femmes de la province sont présentes. Notre présence ne peut faire autrement que de contribuer au mieux-être de toutes les femmes par le fait même à toute la société britanno-colombienne.

Réseau-Femmes
Colombie-Britannique

Documents en annexe

Nouv'Elles, bulletin de Réseau-Femmes Colombie-Britannique, printemps 2000
Matériel de promotion de la Marche de Victoria
Liste des revendications de la Marche de Victoria
Nouv'Elles, bulletin de Réseau-Femmes Colombie-Britannique, été 2000
Trousse des feuillets
Liste de discussion de Réseau-Femmes Colombie-Britannique
Communiqué du projet «On en parle»
Document «On en parle/ Let's Talk about it»
Rapport de rencontre -WEQ
Rapport de rencontre -Attorney General
Rapport de rencontre – Éducation et Multiculturalisme
Dépliant et affiche Inform'Elles